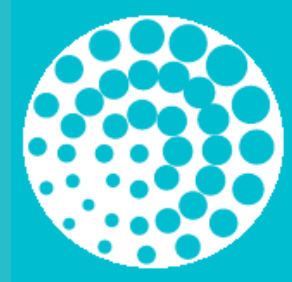


# Politiques de la catastrophe

Luc Semal

Séminaire du 15 mars 2013





Depuis les années 1990, de nombreux travaux de science politique ont étudié la trajectoire d'institutionnalisation des mouvements écologistes, via notamment l'évolution des partis verts ou des ONG environnementales. Par institutionnalisation, on entend généralement quelques critères précis, tels que la hausse des moyens humains et financiers, la professionnalisation et la hiérarchisation des organisations, l'intégration dans les processus décisionnels, l'évolution du répertoire d'action vers davantage de recours à l'expertise et au lobbying, etc.<sup>1</sup> Ce récit de l'institutionnalisation s'accompagne souvent d'une analyse soulignant l'intégration certes lente, mais en bonne voie, des questions écologiques par les sociétés modernes<sup>2</sup>.

Dans les années 2000, cependant, trois phénomènes nouveaux invitaient à réinterroger ce récit de l'institutionnalisation. Premièrement, il existe une réflexion interdisciplinaire croissante sur les risques de rupture écologique *catastrophique* – non pas au sens d'une sorte d'apocalypse écologique totale, mais au sens de basculement global et irréversible d'un état du monde à un autre : ce sont les scénarios scientifiques d'emballement climatique, de déplétion énergétique, d'effondrement écosystémique, etc. Deuxièmement, il y a eu dans le même temps l'émergence de deux mobilisations écologistes qui, dans le champ politique, ont fondé leur engagement sur la conviction qu'une telle rupture était probablement imminente : ce sont le mouvement de la décroissance, lancé en France vers 2002, et celui des *Transition Towns*, né au Royaume-Uni vers 2005, tous deux fortement préoccupés par la perspective du pic des ressources. Enfin, troisièmement, il y a eu le développement d'un courant anglophone de la science politique, la *green political theory*, qui a entamé une réflexion épistémologique sur la vulnérabilité des systèmes politiques modernes aux ruptures écologiques.

La thèse de doctorat *Militer à l'ombre des catastrophes* visait à mettre ces trois phénomènes en relation, de manière à montrer que la notion de *catastrophisme* était non seulement une clé de lecture adéquate pour comprendre certains mouvements écologistes contemporains, mais aussi un instrument intéressant pour penser la précarité des conditions matérielles des systèmes politiques modernes<sup>3</sup>. Sans reprendre l'ensemble du raisonnement, ce texte propose de revenir sur quelques éléments expliquant en quoi le

---

<sup>1</sup> Neil Carter, *The Politics of the Environment: Ideas, Activism, Policy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p.135-141.

<sup>2</sup> Michael Bess, *La France vert clair. Écologie et modernité technologique 1960-2000*, Seyssel, Champ Vallon, 2011.

<sup>3</sup> Luc Semal, *Militer à l'ombre des catastrophes. Contribution à une théorie politique environnementale au prisme des mobilisations de la décroissance et de la transition*, Thèse de doctorat en Science politique, Université Lille II, 2012.



recours à la notion de catastrophisme peut se révéler utile dans la compréhension de certaines évolutions récentes des idées et des pratiques politiques écologistes.

### Décroissance, transition et politisation du pic pétrolier

Le mouvement de la décroissance a émergé en France vers 2002, et celui des *Transition Towns* au Royaume-Uni vers 2005. Bien qu'ils aient été initiés indépendamment l'un de l'autre, ils ont développé des pensées politiques fortement comparables, notamment fondées sur la conviction que le pic pétrolier allait bientôt mettre un terme à la croissance globale, en précipitant les sociétés modernes dans une ère de déplétion des ressources fossiles.

Pour expliquer l'émergence quasi-simultanée de deux mouvements comparables, la sociologie politique propose la notion de *structure d'opportunité politique*. Celle-ci vise à expliquer quelle évolution du contexte politique rend possible l'essor d'une mobilisation ou d'une idée politique nouvelle. Dans le cas de la décroissance et de la transition, plusieurs éléments semblent avoir joué : en 2001, l'élection de George W. Bush annonce le retrait des États-Unis du Protocole de Kyoto, ce qui réduit sensiblement les espoirs de succès de ce dispositif, alors même qu'un nouveau rapport du Giec confirme l'ampleur du problème ; en 2002, le Sommet de la Terre de Johannesburg est perçu dans les milieux écologistes comme un relatif échec, sur fond de récupération du développement durable par les multinationales. Cette toile de fond contribue à expliquer pourquoi certains militants écologistes sont alors prêts à se détacher du développement durable, pour se rapprocher des idées et des pratiques plus radicales que dessineront la décroissance et la transition.

Mais surtout, c'est la fondation en 2000 de l'ASPO (*Association for the Study of Peak Oil and Gas*) qui constitue l'élément déterminant dans le succès de ces mobilisations émergentes. Au fil des années, l'ASPO produit et diffuse dans les milieux écologistes des données techniques mettant en garde contre l'imminence du pic global de la production de pétrole conventionnel. Ces données techniques sont mobilisées dès les premiers écrits en faveur de la décroissance en France (dans la revue *Casseurs de Pub*, par exemple) ou de la transition au Royaume-Uni. C'est alors dans les réseaux militants de la décroissance et de la transition qu'a eu lieu la *politisation* du pic pétrolier, c'est-à-dire sa reformulation en un problème d'ordre non plus simplement technique, mais proprement politique. Cette politisation a notamment opéré par le biais de tournées d'auteurs-conférenciers devenus spécialistes du sujet, tels qu'Yves Cochet, Colin Campbell, Richard Heinberg, Rob Hopkins, etc. Elle a cristallisé le regain d'intérêt d'une part des mobilisations écologistes pour le problème des limites à la croissance, ici comprises comme une limite d'abord énergétique.



### L'idéologie écologiste renouant avec la pensée des limites

Selon le politiste britannique Andrew Dobson, l'écologisme mérite d'être considéré comme une idéologie à part entière (c'est-à-dire ne pouvant pas être réduite à une simple variante environnementaliste du socialisme, du conservatisme, etc.<sup>4</sup>) Il identifie trois caractéristiques distinctives de l'écologisme, que l'on ne retrouve dans aucune autre idéologie moderne. La première est la conviction qu'il existe des *limites à la croissance*, puisqu'il ne peut y avoir d'expansion infinie dans un monde fini. La deuxième est une vision du monde *écocentrique*, c'est-à-dire reconnaissant à certaines entités naturelles une valeur intrinsèque, celles-ci ne pouvant pas être réduites à de simples ressources à la disposition de l'humanité. Enfin, la troisième est une orientation résolument *décentralisatrice*, notamment bio-régionaliste, tant pour des raisons démocratiques que pour des raisons matérielles, dans une perspective de réduction drastique des flux de matière et d'énergie.

Selon Dobson, cependant, les années 1990 et le début des années 2000 ont vu opérer une forme de *mainstreaming de l'écologisme* parallèle au processus d'institutionnalisation évoqué plus haut. Ce *mainstreaming* s'est caractérisé par l'euphémisation et la relativisation des trois points qui faisaient de l'écologisme un objet à part entière dans le paysage des idéologies politiques modernes : les discours écologistes se sont ainsi éloignés de l'argument des limites à la croissance, au profit d'une rhétorique de la croissance verte ; ils ont davantage mobilisé les argumentaires instrumentalistes pour inciter à la préservation de l'environnement, par exemple via la notion de services écosystémiques ; ils ont davantage accepté l'idée que les États-nations constituent des acteurs décisifs de l'écologisation des sociétés modernes, à travers notamment des dispositifs de taxation ou de réglementation.

L'essor des mobilisations de la décroissance et de la transition introduit une dissonance dans ce récit du *mainstreaming* de l'écologisme, parce qu'à partir de l'argument du pic pétrolier, ils renouent clairement avec au moins deux des caractéristiques originelles de cette idéologie : il existe des limites matérielles à la croissance, au premier rang desquelles le pic pétrolier ; des relocalisations massives s'annoncent à cause du renchérissement des ressources fossiles. En ce sens, l'essor des mobilisations de la décroissance et de la transition marquent comme une deuxième vague de l'écologisme, renouant avec deux de ses principales préoccupations originelles. Mais si la politisation du pic pétrolier conduit ainsi l'écologisme à renouer avec certaines de ses caractéristiques

---

<sup>4</sup> Andrew Dobson, *Green Political Thought*, London, Routledge, 2007.



historiques, elle modifie aussi la manière de concevoir le rôle de la catastrophe globale dans la transition vers des sociétés écologiques.

### Du survivalisme des années 1970 au catastrophisme des années 2000

Une idéologie politique se caractérise généralement par au moins trois éléments : d'abord un prisme de lecture critique du monde actuel, ensuite un idéal de société souhaitable, et enfin une pensée politique de la transition de l'état actuel à l'état souhaitable. La pensée écologiste a inspiré une abondante littérature consacrée aux deux premiers points, en formulant d'une part une critique de la surconsommation moderne, et d'autre part des visions utopiques de ce à quoi ressembleraient des sociétés écologisées, plus sobres en matières et en énergie. Andrew Dobson émet cependant l'hypothèse selon laquelle les mouvements écologistes se seraient peu préoccupés du troisième point, étant fondamentalement persuadés que l'ampleur de la menace – ni plus ni moins que l'apocalypse écologique – serait suffisante pour provoquer une « prise de conscience » dans la société.

Cet argument de la « prise de conscience » a pris corps dans les années 1970, dans les milieux écologistes que le politiste John Dryzek qualifie de « survivalistes », auxquels se rattachaient plusieurs auteurs emblématiques qui, à cette période, considéraient que la crise écologique menaçait la *survie* de l'humanité : Garrett Hardin, Paul Ehrlich, Dennis et Donella Meadows, etc.<sup>5</sup> Selon Dryzek, le survivalisme des années 1970 a joué un rôle majeur dans la formation intellectuelle de l'écologie politique, parce que c'est lui qui a fixé l'horizon apocalyptique de l'écologisme. L'argument survivaliste consistait notamment à mettre en garde contre une menace d'apocalypse écologique à *long terme*, qu'il fallait éviter à tout prix. Dans ce schéma, les élites éclairées jouaient un rôle majeur, puisque les scientifiques étaient généralement supposés devoir éclairer les décideurs en leur enjoignant de considérer l'intérêt général à long terme (plutôt que les intérêts immédiats des générations présentes). Aujourd'hui encore, le traitement politique du réchauffement climatique correspond à une telle approche, les climatologues étant supposés convaincre les décideurs d'adopter les mesures nécessaires pour prévenir un bouleversement climatique dramatique à long terme, au nom des générations futures. La catastrophe à venir agit ici comme un impératif moral, qui *devrait* obliger à écologiser les sociétés.

Mais dans les années 2000, la politisation du pic pétrolier a perturbé cette rhétorique du long terme, en introduisant dans la pensée écologiste l'hypothèse d'une

---

<sup>5</sup> John Dryzek, *The Politics of the Earth : Environmental Discourses*, Oxford, Oxford University Press, 2005.



rupture *imminente* des conditions matérielles de la croissance et de l'abondance matérielle. Pour les mouvements de la décroissance et de la transition, ce n'est pas seulement le réchauffement climatique qui *devrait* nous inciter à réduire les flux de matière et d'énergie, c'est aussi le pic pétrolier qui nous *contraindra* matériellement à le faire. Ils introduisent ainsi dans la pensée écologiste l'idée d'un *basculement catastrophique déjà en cours*, nous précipitant irréversiblement d'un monde en croissance vers un monde en décroissance. Cette pensée politique de la rupture matérielle globale n'est pas une pensée survivaliste, puisque ce n'est pas exactement la survie de l'humanité qui est en jeu. En revanche, c'est une pensée politique *catastrophiste*, dans le sens où elle propose de réinscrire le projet écologiste dans le contexte d'un monde basculant de fait, et non volontairement, dans une ère de déplétion des ressources.

Ainsi défini, le catastrophisme ne peut pas être réduit à une sorte de fascination pathologique pour la catastrophe. Au contraire, il constitue un point d'entrée intéressant pour penser la vulnérabilité des sociétés modernes aux discontinuités environnementales majeures, qu'elles soient énergétiques, climatiques, éco-systémiques ou autres. La catastrophe en question n'est pas réductible à une date fatidique, et encore moins à une date prophétisée : il s'agit plutôt d'un *processus* pouvant s'étaler sur plusieurs années, voire plusieurs décennies, et dans lequel interagissent plusieurs phénomènes pouvant présenter leurs propres seuils de discontinuité – réchauffement global, pertes de biodiversité, déforestation, raréfaction des ressources, prolifération nucléaire, artificialisation des sols, etc. La pensée politique catastrophiste se fonde sur l'hypothèse que le cumul de ces *tipping points* matériels va nécessairement finir par entraîner des *tipping points* économiques et sociaux, lesquels empêcheront matériellement la continuité des systèmes politiques actuellement fondés sur un imaginaire de croissance et de développement perpétuels.

Depuis le survivalisme des années 1970, l'hypothèse dominante semble avoir été que la pensée catastrophiste était radicalement *incompatible* avec les principes et les pratiques démocratiques, au motif que la peur de la catastrophe pouvait justifier toutes les entorses aux garanties de l'État de droit, lui substituant une sorte d'état d'urgence permanent. Pourtant, l'observation des mobilisations catastrophistes réellement existantes montre au contraire une recherche permanente de la *conciliation* entre catastrophisme et démocratie, notamment par le biais d'expérimentations délibératives locales – la plus emblématique étant peut-être la rédaction collective d'un plan local de décroissance énergétique dans la commune anglaise de Totnes<sup>6</sup>. L'expérience menée sur ce territoire a

---

<sup>6</sup> Luc Semal, « Politiques locales de décroissance », in Agnès Sinai (dir.), *Penser la décroissance. Politiques de l'Anthropocène*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013.



montré, de manière relativement contre-intuitive, qu'une approche catastrophiste de la question énergétique pouvait renforcer la participation des citoyens à la reformulation d'un projet post-croissance pour leur commune à l'heure du pic pétrolier. En prenant acte de la finitude des ressources disponibles, il est redevenu possible d'interroger collectivement la légitimité des différents usages qui en sont faits, et de réfléchir à leur redéploiement dans une perspective de résilience locale. Le catastrophisme n'exclut pas la démocratie, mais il propose de repenser un projet démocratique découplé de l'abondance matérielle et énergétique.

Ainsi, à mesure que s'éloigne la perspective d'une maîtrise institutionnelle des tendances lourdes de la crise écologique globale (réchauffement climatique, dépendance croissante aux ressources fossiles, pertes de biodiversité, etc.), le catastrophisme devient un élément de compréhension déterminant dans le monde des idées politiques. A minima, il permet de mettre un nom sur une évolution récente des idées et des pratiques politiques de certaines branches du mouvement écologiste, qui tentent d'adapter leurs projets démocratiques à la perspective d'une déplétion des ressources jugée inéluctable. Mais il peut aussi être une clé d'entrée pour étudier l'impact qu'auraient des discontinuités environnementales majeures sur l'ordre politique contemporain : en ce sens, il constitue un levier théorique puissant pour interroger la vulnérabilité des conditions matérielles du projet démocratique moderne, fondé sur un imaginaire de l'abondance et de la croissance perpétuelle. Un axe de recherche de la *green political theory* pour les années à venir serait d'identifier les conditions auxquelles la théorie démocratique moderne pourrait être découplée de cet imaginaire.